



**Jeudi 21 février 1957,  
 à 11 heures**

**New-York**

**SOMMAIRE**

*Pages*

Point 26 de l'ordre du jour :	
Programmes d'assistance technique ( <i>fin</i> ) :	
a) Rapport du Conseil économique et social	
Adoption des rapports du Rapporteur.....	333
Point 27 de l'ordre du jour :	
Développement économique des pays sous-développés	
( <i>suite</i> ) :	
a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport du Comité <i>ad hoc</i> ( <i>suite</i> ).....	333
Rassemblement de renseignements concernant l'assistance économique internationale aux pays peu développés .....	335

**Président:** M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

**POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Programmes d'assistance technique (*fin*) :**

**a) Rapport du Conseil économique et social (A/3154)**

**ADOPTION DES RAPPORTS DU RAPPORTEUR (A/C.2/L.325, A/C.2/L.326)**

1. Le **PRESIDENT** propose aux membres de la Commission d'adopter les deux projets de rapports présentés par le Rapporteur concernant, l'un, la composition du Comité de l'assistance technique (A/C.2/L.325), l'autre, les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution relatives au Programme élargi d'assistance technique (A/C.2/L.326).

*Il en est ainsi décidé.*

**POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [*suite*] :**

**a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2, A/C.2/L.296, A/C.2/L.315/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.316, A/C.2/L.321) [*suite*]**

2. Le **PRESIDENT** invite la Commission à examiner le projet de résolution des 43 puissances (A/C.2/L.315/Rev.2 et Corr.1).

3. M. KENNEDY (Irlande) dit que le projet de résolution du Danemark et de l'Irlande (A/C.2/L.321), comme il l'a indiqué en le présentant, est l'aboutissement de sérieux efforts déployés par un grand nombre de délégations en vue de concilier le vœu des pays sous-développés et les préoccupations des principaux pays industrialisés dont la participation au Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique est indispensable. Le représentant du Danemark et M. Kennedy lui-même ont étudié le projet de résolution des 43 puissances et sont tout disposés à lui donner leur voix

s'il reçoit l'appui de la majorité, bien qu'il aille plus loin que leur propre projet en ce qui concerne les mesures à prendre pour hâter la création du Fonds spécial. Les délégations du Danemark et de l'Irlande se sont jointes aux auteurs du projet des 43 puissances et ont décidé de retirer leur propre projet de résolution.

4. Mme WRIGHT (Danemark) fait observer que c'est dans l'espoir de parvenir à un compromis entre la position des pays sous-développés, d'une part, et celle des pays industrialisés, d'autre part, que sa délégation a présenté des amendements (A/C.2/L.317) au texte initial (A/C.2/L.315) du projet de résolution des 43 puissances et qu'elle s'est associée à la délégation de l'Irlande pour déposer un projet distinct. Elle a accepté toutefois de retirer ce dernier projet en faveur de celui des 43 puissances.

5. M. GLOWER (Salvador) annonce que les auteurs du projet de résolution des 18 puissances (A/C.2/L.296) désirent retirer leur texte en faveur du projet de résolution des 43 puissances, à la rédaction duquel la plupart d'entre eux ont participé.

6. M. Gopala MENON (Inde), présentant le projet de résolution des 43 puissances, déclare que ses auteurs n'ont épargné aucun effort en vue d'arriver à un compromis. La version précédente de ce projet (A/C.2/L.315/Rev.1) avait été présentée par 41 délégations qui avaient l'assurance de rallier la majorité des membres de la Commission mais qui ont tenu néanmoins à obtenir l'appui des délégations ayant un point de vue différent. Le nouveau projet est orienté vers l'avenir. Ses auteurs pensent que tous les membres de la Commission seront en mesure d'accepter la disposition selon laquelle le Comité *ad hoc* est prié de définir les différents cadres juridiques dans lesquels on pourrait créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et rédiger ses statuts.

7. M. CHAUVET (Haïti) croit que la meilleure façon d'exposer la position de sa délégation est de rappeler l'article publié récemment par le représentant des États-Unis, M. Hoffman, dont le rôle dans la mise en œuvre du plan Marshall est connu de tous. La plupart des auteurs du projet de résolution des 43 puissances partagent les avis exprimés par M. Hoffman dans cet article, paru le 17 février 1957 dans le *New York Times Magazine*, sur l'aide internationale et le concours que les États-Unis peuvent apporter aux pays sous-développés. Le chiffre mentionné par M. Hoffman en ce qui concerne la contribution annuelle des États-Unis pour une période de quatre ans n'est pas 250 millions de dollars mais bien 1 à 2 milliards de dollars; en outre, M. Hoffman n'a nullement préconisé que les contributions soient subordonnées au désarmement mondial ou au relâchement de la tension politique internationale. Il a fait observer qu'il était plus facile d'évaluer le coût d'un programme d'aide internationale que de déterminer les pertes qu'entraînerait l'absence d'un tel programme; et il a terminé sur ces paroles: "Si l'absence d'un tel programme doit se traduire, comme cela pour-

rait fort bien être le cas, par la perte d'importants pays qui seraient acquis au communisme, il nous en coûterait certainement plusieurs fois 8 milliards de dollars. La troisième guerre mondiale pourrait même en découler."

8. La délégation haïtienne espère que les membres de la Commission adopteront à l'unanimité le projet de résolution des 43 puissances.

9. M. FLERE (Yougoslavie) dit que les trois auteurs européens du projet de résolution des 43 puissances se sont efforcés de trouver une solution qui permette de hâter la création du Fonds spécial et qui soit, en même temps, généralement acceptable. Les auteurs du texte révisé ont témoigné d'une très grande bonne volonté en acceptant un compromis qui permettra au Comité *ad hoc* de se mettre sérieusement à la tâche.

10. La délégation yougoslave n'interprète pas l'alinéa *a* du paragraphe 2 du dispositif comme donnant pour mandat au Comité *ad hoc* de faire un simple classement juridique des solutions possibles; ce qu'on lui demande, c'est de préparer le terrain pour la rédaction des statuts. De même, aux termes de l'alinéa *b* de ce paragraphe, le Comité *ad hoc* ne devra pas seulement établir un classement des différentes catégories de projets, mais préparer les travaux relatifs aux futurs programmes. Quant au paragraphe 2 dans son ensemble, il donne au Comité *ad hoc* un mandat assez large. Le Comité est en effet chargé d'effectuer un important travail préparatoire, d'ordre juridique aussi bien qu'économique. M. Flere est convaincu que les travaux du Comité *ad hoc* encourageront les pays qui hésitent encore à se prononcer d'une manière plus positive en faveur de la création prochaine du Fonds spécial.

11. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) annonce que sa délégation votera pour le projet de résolution des 43 puissances. Il fait toutefois une réserve en ce qui concerne le premier considérant: il entend pour sa part que l'afflux plus important de capitaux sera canalisé vers les pays sous-développés par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. Les vues de l'URSS quant au rôle du capital privé sont bien connues: le capital privé étranger ne doit être qu'une source complémentaire de financement, et son apport ne doit être subordonné à aucune condition d'ordre politique ou autre.

12. M. Tchernychev déclare qu'il ne commentera pas les observations du représentant d'Haïti, qui n'ont pas leur place dans la discussion.

13. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution des 43 puissances (A/C.2/L.315/Rev.2 et Corr.1).

*A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.*

14. M. EPINAT (France) rappelle que, lorsqu'elle est intervenue dans la discussion sur la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, la délégation française a exprimé l'espoir que la Commission adopterait une attitude pragmatique. Le programme envisagé dans le projet de résolution qui vient d'être adopté n'est pas entièrement satisfaisant; la délégation française espère cependant qu'il facilitera les travaux du Comité *ad hoc* et lui permettra d'envisager des mesures pratiques propres à recueillir l'assentiment général.

15. M. STIBRAVY (Etats-Unis d'Amérique) explique qu'il a pu voter pour la résolution parce que la tâche confiée au Comité *ad hoc* est de celles auxquelles la délégation des Etats-Unis peut prendre part. M. Hoffman a précisé au cours de la discussion sur la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement

économique les raisons pour lesquelles les Etats-Unis ne pouvaient accepter le texte initial de la résolution. La délégation des Etats-Unis n'avait pu davantage accepter la première version révisée de ce texte.

16. En revanche, le projet de résolution du Danemark et de l'Irlande définissait la tâche du Comité *ad hoc* en des termes auxquels la délégation des Etats-Unis aurait pu souscrire.

17. Les résultats obtenus à la suite des entretiens officiels sont des plus encourageants et témoignent la compréhension qui règne au sein de la Commission.

18. Lorsqu'elle a voté pour le projet qui est devenu la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale portant création du Comité *ad hoc*, la délégation des Etats-Unis avait évoqué l'accord concernant le mandat du Comité qui avait rendu possible la participation des Etats-Unis (379ème séance). Il était entendu en effet que le Comité *ad hoc* poursuivrait l'étude méthodique déjà commencée par l'Organisation des Nations Unies, des diverses idées et propositions qui avaient été formulées par les gouvernements concernant le Fonds spécial et qui pourraient être utiles au moment où il deviendrait possible de créer le Fonds.

19. La résolution que la Commission vient d'adopter reste dans la même ligne générale. Le Comité *ad hoc* est prié de faire un bilan plus complet, mieux ordonné et partant, plus utile, des différents cadres juridiques dans lesquels on pourrait créer le Fonds spécial. On ne lui demande pas de préconiser tel ou tel cadre juridique qui lui paraîtrait le plus souhaitable, en choisissant une formule particulière ou en combinant les éléments de diverses formules; et par conséquent sa délégation ne pourrait pas y participer.

20. M. ENCINAS (Pérou) dit que sa délégation, qui a voté pour le projet de résolution commun, est particulièrement heureuse de voir qu'il a été adopté à l'unanimité. Tout en comprenant les difficultés rencontrées par les représentants qui ont rédigé le texte transactionnel, il ne peut s'empêcher d'exprimer sa déception devant la lenteur des progrès accomplis. La délégation péruvienne reconnaît que les principaux contributeurs éventuels doivent tenir compte de certaines difficultés d'ordre politique, administratif et financier, mais elle estime qu'il est indispensable de hâter les préparatifs en vue de la création du Fonds.

21. Il espère que les études du Comité *ad hoc* ne porteront pas seulement sur de simples principes, mais qu'elles permettront d'envisager aussi précisément que possible les opérations du Fonds dont la création est envisagée. Ses recommandations devraient avoir une certaine souplesse et faire ressortir l'importance de la formule multilatérale. A cet égard, le Comité *ad hoc* pourrait examiner la proposition du représentant de l'Argentine (435ème séance) concernant la possibilité de créer un organe chargé de canaliser les diverses formes d'assistance économique. Il devrait indiquer quels sont les projets que le Fonds pourra financer et examiner la question des priorités. Il faudrait aussi qu'il tienne compte de la nécessité de décentraliser autant que possible les opérations du Fonds. Lorsqu'il rédigera son rapport, il devra prendre en considération les avis des commissions régionales.

22. La délégation péruvienne note avec plaisir que le Comité *ad hoc* tiendra compte de toutes propositions que les gouvernements pourront vouloir présenter.

23. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) fait sienne l'explication de vote du représentant des Etats-Unis et, en particulier, son interprétation de la résolution. Il faut

aborder la question du Fonds spécial dans un esprit réaliste, en tenant dûment compte de tous ses éléments politiques et économiques. Il est indispensable que les principaux contributeurs éventuels et les bénéficiaires probables agissent d'un commun accord.

24. M. ALMEIDA (Brésil) rappelle que sa délégation a mis la Commission en garde contre le danger qu'il y avait à retarder indéfiniment la création du Fonds spécial; elle n'a donc pu se joindre aux auteurs du projet de résolution, car il semble n'être qu'une nouvelle mesure dilatoire. Néanmoins, comme ce texte contient un certain nombre de propositions positives, elle a été en mesure de lui donner sa voix.

25. M. WOULBROUN (Belgique) fait valoir que l'attitude de sa délégation à l'égard du Fonds spécial a toujours été positive. Il ne partage pas l'avis selon lequel la création du Fonds doit être subordonnée au désarmement général, mais il est persuadé que l'essentiel est d'obtenir d'abord l'adhésion des pays dont dépend le succès du Fonds. Un accord unanime a été réalisé au sein de la Commission, ce qui est encourageant, et les mesures prévues dans la résolution marqueront une nouvelle étape vers la réalisation du projet. Le paragraphe 3 du dispositif, en particulier, devrait beaucoup aider à servir la cause des pays sous-développés.

26. M. CHEN (Chine) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'elle est persuadée qu'il représente un progrès certain vers la création du Fonds spécial.

27. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution, présenté par l'Égypte, l'Irak et le Pakistan, concernant l'élargissement du Comité *ad hoc* (A/C.2/L.316).

*Par 57 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution commun est adopté.*

#### RASSEMBLEMENT DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE AUX PAYS PEU DÉVELOPPÉS (A/C.2/L.295/REV.1)

28. M. ENGEN (Norvège) rappelle que c'est le Ministre des affaires étrangères de Norvège qui, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale (598ème séance plénière), a émis l'idée exprimée dans le projet de résolution commun (A/C.2/L.295/REV.1). La délégation canadienne avait également parlé de cette question à la 609ème séance plénière, et les délégations canadienne et norvégienne ont présenté le projet de résolution initial à la 411ème séance de la Deuxième Commission.

29. Il n'est donc pas besoin de répéter les arguments qui militent en faveur d'un examen plus large et plus constructif de la question de l'assistance économique aux régions sous-développées. Certaines des déclarations faites au cours des derniers mois ont mis en relief la nécessité d'aborder la question de cette manière et donné plus de poids aux recommandations formulées dans le projet de résolution commun. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission des Églises pour les affaires internationales et les représentants de l'Argentine, de la Pologne et de la Yougoslavie ont tous signalé la nécessité de trouver une solution générale et pratique au problème de l'assistance aux pays peu développés. La proposition formulée dans le projet de résolution fournira une base précise sur laquelle la Commission pourra s'appuyer pour essayer de résoudre ce problème général.

30. La délégation norvégienne n'entend pas ouvrir une discussion sur ce qu'il y aura lieu de faire lorsque les renseignements visés dans le projet auront été rassemblés, mais elle accueillera avec plaisir toute nouvelle idée sur ce sujet. Il serait prématuré de chercher à faire approuver des mesures supplémentaires avant que l'on ait procédé à une évaluation objective comme le préconise le projet de résolution commun. Il faut autant que possible laisser au Secrétaire général le soin de régler les détails techniques de l'enquête proposée.

31. Dans sa manière d'envisager le problème des pays sous-développés, l'Organisation des Nations Unies semble avoir sous-estimé l'importance d'un examen d'ensemble des divers programmes d'aide. Si cet examen avait été entrepris plus tôt, un grand nombre des difficultés actuelles n'auraient pas surgi.

32. De l'avis de M. SALINAS (Argentine), le projet de résolution commun recommande une mesure utile et constructive, qui permettra aux Nations Unies d'élaborer une politique réaliste en matière d'assistance économique internationale. Jusqu'à présent, on n'a jamais étudié cette assistance d'une manière complète et régulière, et, vu les difficultés d'ordre administratif que soulève un travail de ce genre, il est sage d'inviter le Secrétaire général à faire une étude préliminaire. Le Conseil pourra ensuite l'examiner et recommander des travaux complémentaires.

33. Pour M. CROLL (Canada), le moment est venu de procéder à une nouvelle évaluation des problèmes d'ordre général qui se rattachent à la question de l'assistance économique aux pays peu développés. L'Organisation des Nations Unies est la plus qualifiée pour cette tâche. La réévaluation envisagée montrera ce qui a été fait et ce qui est en train de se faire, et indiquera les progrès qu'il est souhaitable et possible de réaliser dans l'avenir. C'est pourquoi la délégation canadienne s'est jointe aux auteurs du projet de résolution et elle estime que l'adoption de ce texte permettra à l'Organisation des Nations Unies d'aider les gouvernements des États Membres à étudier et mettre au point des programmes d'aide économique.

34. Si la résolution est mise à exécution, les Nations Unies auront pour la première fois une documentation assez complète sur l'assistance économique internationale. Ces données de fait seront d'une grande utilité dans toutes les discussions qu'elles pourront avoir sur le développement économique. Il est vain de discuter du développement économique sans prendre en considération les programmes bilatéraux et multilatéraux qui sont exécutés indépendamment de l'Organisation.

35. L'étude proposée ne portera bien entendu que sur les renseignements librement et publiquement fournis par les gouvernements des États Membres. Elle n'aura certainement aucune répercussion défavorable sur les programmes actuels ou futurs d'aide économique de l'Organisation. Une bonne connaissance des faits et un tableau statistique complet des travaux entrepris au titre des programmes d'assistance économique internationaux et nationaux ne peut manquer de faciliter les discussions futures sur cette question. Jusqu'à présent, aucune enquête n'a été faite sur les programmes d'aide économique des Nations Unies. Comme il est dit dans le préambule du projet de résolution, le rassemblement et la diffusion de renseignements concernant les programmes de ce genre favoriseraient leur coordination. L'enquête proposée indiquera en outre les lacunes qui existent dans les programmes actuels. Ces renseignements seront extrêmement utiles aux organes des Nations Unies lorsqu'ils examineront quels nouveaux

programmes on pourrait entreprendre et quelle serait la meilleure manière de répartir les ressources disponibles pour la mise en œuvre des programmes existants. Tout en étant modeste, la proposition suggère un programme d'action fondé sur la confiance dans l'Organisation des Nations Unies et dans le rôle qu'elle peut jouer pour favoriser le développement économique international.

36. M. ELIZALDE (Philippines) déclare que sa délégation est heureuse de pouvoir se joindre aux auteurs du projet de résolution. Elle est persuadée qu'il sera utile d'avoir une idée exacte et complète de l'assistance actuellement fournie, étant donné en particulier que l'on élargit constamment les programmes. On pourra ainsi coordonner les plans et dépenser plus judicieusement les fonds disponibles.

37. M. ENCINAS (Pérou) est persuadé que l'enquête proposée contribuera au développement économique des pays sous-développés. Elle aidera à exécuter mieux et plus rapidement les programmes d'assistance économique et montrera la nécessité d'une action plus vaste et d'une coordination plus étroite.

38. Il y a cependant deux points qui préoccupent sa délégation : tout d'abord la signification des mots "assistance économique internationale" qui est un des termes clefs dans l'ensemble du texte. A son avis, il vaudrait mieux dire "coopération" plutôt qu'"assistance", car, pour être purement objective, l'étude devra porter sur les efforts accomplis à l'échelon local ou national aussi bien qu'à l'échelon international. En outre, la délégation péruvienne estime que les formes d'assistance technique ayant des effets indirects à long terme sur l'économie devraient être exclues de l'enquête et que celle-ci devrait porter exclusivement sur l'assistance directe, accordée sous forme de dons et de prêts en dehors des circuits commerciaux. Il faudrait donner au Secrétaire général des directives sur l'étude qu'on lui demande de préparer. Le deuxième point qui inquiète la délégation péruvienne est l'alinéa *b* du paragraphe 1 du dispositif qui demande au Secrétaire général de présenter des propositions concernant les méthodes à suivre dans l'exécution d'études de cette nature. La délégation péruvienne croit que la question des méthodes est liée à celle des définitions des termes que M. Encinas vient de mentionner et qu'il ne faut pas se fier seulement à l'expérience en la matière. Ces réserves faites, la délégation péruvienne votera pour le projet de résolution des quatre puissances.

39. M. ANIS (Egypte) voudrait poser un certain nombre de questions aux auteurs du projet de résolution et au représentant du Secrétaire général. Il aimerait savoir, tout d'abord, si la plupart des renseignements nécessaires sont déjà disponibles sous la forme d'imprimés. Au cas où certains de ces renseignements ne seraient pas disponibles, il se demande si les gouvernements des Etats Membres seraient prêts à les fournir ; d'autre part, s'il serait possible et facile de distinguer entre l'assistance économique et les autres formes d'aide ; et enfin, si les données statistiques qu'on s'apprête à rassembler permettraient de dresser un tableau général exact de l'aide économique accordée aux pays sous-développés.

40. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation aimerait, elle aussi, avoir quelques éclaircissements avant d'adopter une position définitive. Comme le représentant du Pérou l'a fait observer, il faudrait définir ce que l'on entend par "assistance économique internationale" ; il faudrait également, de l'avis de la délégation grecque, préciser quelles sont "les régions peu développées du monde" car on pourrait appliquer cette

appellation à certains pays européens, par exemple, qui ne sont pas sous-développés à d'autres égards. Il est question, à l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif, d'une période triennale se terminant le 31 décembre 1956. Or, il est bien connu que c'est surtout pour la période antérieure à 1952 que l'on peut parler d'aide bilatérale purement économique ; depuis, cette aide a pris la forme de contributions à la défense des pays assistés et il est devenu très difficile de faire la distinction entre ce qui est strictement militaire et ce qui est strictement économique. En outre, le représentant de la Grèce doute que le Secrétariat puisse, comme il y est invité à l'alinéa *b* du paragraphe 1, présenter un rapport au Conseil à sa vingt-quatrième session, même s'il ne s'agit que d'un rapport préliminaire. Enfin, il se demande si la résolution entraînerait des dépenses supplémentaires, auquel cas il faudrait consulter la Cinquième Commission.

41. M. ALMEIDA (Brésil) serait prêt à voter pour le projet de résolution, à condition qu'il soit bien entendu que l'étude envisagée servira à révéler les lacunes des programmes internationaux d'assistance économique et à prévoir les moyens de les combler.

42. M. LARREA (Equateur) demande au représentant du Secrétaire général si l'adoption du projet de résolution risque de compromettre le développement des programmes d'assistance technique. L'attitude de sa délégation dépendra de la réponse qui sera donnée à cette question.

43. M. BRINSON (Royaume-Uni) voudrait savoir si l'étude envisagée portera sur les investissements à long terme de capitaux privés ; c'est, en effet, surtout par ce moyen que son pays contribue au développement économique des pays sous-développés. Si la réponse à cette question était négative, il faudrait, estime-t-il, faire en sorte que le rapport annuel sur les courants internationaux de capitaux privés soit examiné en même temps que l'étude que l'on se propose d'entreprendre.

44. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) dit que sa délégation éprouve quelques scrupules au sujet du projet de résolution. Il rappelle que Ceylan participe au Plan de Colombo pour la coopération économique et le développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est et que les rapports sur le plan donnent des renseignements assez complets. Le Gouvernement ceylanais pourrait sans doute difficilement fournir d'autres renseignements ; il aimerait en conséquence savoir si l'on envisage de rédiger l'étude à partir des seuls renseignements déjà publiés. En outre, M. Rajapathirana estime, lui aussi, que les expressions "assistance économique internationale" et "les régions peu développées du monde" appellent une définition. L'assistance économique n'est pas tout ; une étude qui se limiterait à l'assistance économique donnerait un tableau incomplet de l'aide que reçoivent certains pays. Enfin, l'expression "par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux ou intergouvernementaux" devrait également être expliquée.

45. M. HILL (Secrétariat) dit que le Secrétariat ne pourrait fournir en temps utile pour la vingt-quatrième session du Conseil économique et social qu'un rapport nécessairement assez succinct parce que le personnel qui serait chargé de rédiger ce rapport est déjà pris par d'autres tâches et qu'il ne reste que peu de temps. Il serait donc, sans doute, plus sage de limiter aux trois années 1954, 1955 et 1956 la période sur laquelle portera l'étude préliminaire. Cette étude ne pourra d'ailleurs avoir qu'un caractère très provisoire car il se posera des problèmes d'ordre théorique ou méthodologique sur lesquels le Secrétariat serait heureux d'avoir



l'avis des gouvernements, directement et par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Le premier rapport ne constituera donc guère qu'une ébauche et le Secrétariat compte beaucoup sur l'assistance des gouvernements pour le rassemblement des données détaillées dont il aura besoin. Il espère obtenir d'autres renseignements que ceux qui ont déjà été publiés.

46. M. Hill peut donner au représentant de l'Equateur l'assurance que l'étude envisagée n'aura absolument aucun effet sur les programmes d'assistance technique.

47. En réponse au représentant du Royaume-Uni, il précise que, sauf décision contraire de la Commission, il ne sera probablement pas tenu compte dans l'étude envisagée des prêts de caractère purement commercial. Il semble préférable également de ne pas tenir compte de l'aide militaire.

48. M. Hill pense qu'à sa vingt-quatrième session le Conseil pourra aider le Secrétariat à préciser la forme que doit prendre l'étude et que, si l'Assemblée générale décide ensuite de la poursuivre, les rapports suivants pourront être plus complets et mieux présentés.

49. M. CARANICAS (Grèce) dit que les réponses données par le représentant du Secrétaire général ne satisfont pas complètement sa délégation. Le Secrétaire général ne devrait peut-être pas trop espérer des gouvernements, surtout d'ici à mai 1957. Les données sur l'assistance militaire seraient naturellement laissées de côté, mais il sera difficile, dans le cas, par exemple, de l'aide bilatérale fournie par les Etats-Unis à titre de contribution à la défense de certains pays, de dissocier les aspects économiques des aspects militaires du programme. Enfin, le représentant du Secrétaire général n'a pas précisé ce qu'il fallait, à son avis, entendre par "les régions peu développées du monde". La délégation grecque ne peut donc, pour le moment, voter pour le projet de résolution.

50. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) déclare que la position de sa délégation est analogue à celle de la délégation grecque. La délégation ceylanaise est en principe favorable au projet, mais, pour le moment, elle ne peut prendre d'engagements au nom de son gouvernement, car les conséquences de l'adoption d'une telle résolution n'apparaissent pas encore très clairement.

La séance est levée à 13 h. 15.

